

Karl Berthelot

Doctorant en sociologie et études urbaines
EHESS/Géographie-Cités

**Journées doctorales 2020 du GIS Démocratie et Participation
Session Ecologie, classes populaires et participation
27 novembre 2020**

Les classes populaires au risque de l'écogentrification ?

La rénovation urbaine « durable » de la Duchère face aux rapports quotidiens de locataires HLM à l'écologie

Résumé

En France, dès les années 2010, les politiques de rénovation urbaine opèrent un tournant « durable », notamment avec la diffusion du label EcoQuartier. Il s'agit ici de dévoiler les coulisses de ce type de rénovation « durable » d'un quartier populaire de grands ensembles, à partir de ses logiques de revalorisation territoriale et d'accompagnement écocitoyen. Cette communication vise à examiner les rapports de locataires HLM à leur milieu de vie et à l'écologie. En posant l'hypothèse d'une circulation de discours dominants sur l'écologie conformes à l'écocitoyenneté, il convient d'en interroger les mécanismes d'accommodation « par le bas ».

Mots-clés : classes populaires ; écogentrification ; écologie ; écoquartier ; modes de vie ; rénovation urbaine.

The working classes at risk of ecogentrification?

The 'sustainable' urban renewal of La Duchère in front of the relationship of social housing tenants to ecology

Abstract

In France, since the 2010s, urban renewal policies have been taking a 'sustainable' turn, particularly with the dissemination of the EcoQuartier label. The aim of this paper is to take a look behind the scenes of this type of 'sustainable' renovation of a working-class district of large housing estates, based on the logic of territorial revaluation and eco-citizen support. This communication examines the relationship of low-income tenants to their living environment and to ecology. By posing the hypothesis of a circulation of dominant discourses on ecology in line with eco-citizenship, it is appropriate to question the mechanisms of accommodation 'from below'.

Keywords : eco-district ; ecogentrification ; ecology ; urban renewal ; way of life ; working classes.

Les classes populaires au risque de l'écogentrification ?

La rénovation urbaine « durable » de la Duchère face aux rapports quotidiens de locataires HLM à l'écologie

En partant d'une approche socio-constructiviste (Berger, Luckmann, 1966), l'écologie apparaît comme un fait social qui ne va pas de soi et qui implique des positions sociales contrastées et surtout inégales. Au cœur d'enjeux de luttes définitionnelles, l'écologie serait plutôt plurielle, s'envisageant à partir de représentations et de pratiques qui ne se valent pas et ne bénéficient pas toutes de la même audience au sein du champ social (Bourdieu, 1979). Mais qu'en est-il au concret lorsque l'on confronte l'écologie à différents groupes sociaux cohabitants au sein d'un même territoire façonné par des politiques publiques s'en réclamant ?

Les quartiers de grands ensembles labellisés « EcoQuartier » peuvent en constituer un cas d'étude enrichissant. Cette démarche nationale s'inscrit plus largement dans le tourant « durable » effectué par les politiques de rénovation urbaine au début des années 2010 en France, avec l'adoption de standards et de pratiques raccordés au référentiel d'action publique de la transition écologique. Contrairement à la majorité des projets d'aménagement durable, la rénovation urbaine concerne souvent des espaces relégués, enclavés et en proie à diverses difficultés socio-économiques (Renaud, Sémécurbe, 2016).

Pour autant, de nombreux travaux francophones se sont penchés sur la fragilisation des classes populaires par les effets de la rénovation urbaine (Gilbert, 2018) et sur leur milieu de vie comme support majeur de mobilisation (Merklen, 2009). D'autres études se sont focalisées sur des approches critiques de la « ville durable » et des écoquartiers (Boissonnade, 2015 ; Béal et al., 2011 ; Valegeas, 2018), la dépossession écologique des classes populaires (Comby, 2015) et des types de cultures populaires de l'écologie (Martinez-Allier, 2014). Enfin, certaines analyses pointent la surexposition aux nuisances environnementales des milieux les plus démunis (Theys, 2007). Mais à l'heure actuelle, peu d'études empiriques en sciences sociales ont véritablement articulé les scènes urbaines de la durabilité aux milieux populaires et balisé leurs relations concrètes à l'écologie.

La grille de lecture par classes sociales permet d'envisager les classes populaires par leurs analogies en dépit de fragmentations internes (Siblot et al., 2015). Le terme « populaire » sous-tend ici le dépassement de l'unité ouvrière, mêlant des instances de socialisation plurielles : celles du lieu de vie, du travail, des groupes de pairs, de la consommation, etc.... Les classes populaires sont communément identifiées à leur précarité et des conditions matérielles de vie difficiles. De plus, les espaces et sociabilités populaires ont largement été étudié sous l'angle de la ségrégation et de logiques de confinement. Or, cette sédentarité des classes populaires ne signifie pas exclusivement l'idée d'une contrainte. Le lieu de vie s'avère aussi être le support d'accès aux ressources formelles de l'Etat et la scène de luttes quotidiennes de dignité sociale, creuset de politisations populaires. A cet égard, la « centralité populaire » (Collectif Rosa Bonheur, 2016) permet de réfléchir aux porosités entre classes populaires à travers le partage d'expériences communes de stigmatisation écologique et de discrimination socio-raciale. Pour autant, le poids des logiques sélectives d'honorabilité au sein des classes populaires indique aussi leur atomisation croissante (Chamboredon, Lemaire, 1970).

De surcroît, l'étude des classes populaires ne peut se détacher ici ni des évolutions du néolibéralisme, ni d'effets de lieux. En effet, si le retrait de l'Etat social a amené les solidarités

et l'entraide collectives, les « capitaux d'autochtonie » populaires, reclus à la sphère domestique, témoignent d'une des modalités contemporaines de résistance des classes populaires à la domination (Retière, 2003). Ces habitants populaires présentent des rapports ambivalents aux institutions, oscillant entre autonomie et dépendance aux logiques du marché et de l'Etat. En outre, la substitution de l'identité du travailleur à celle de l'habitant approfondit également la subjectivation des classes populaires au regard des injonctions croissantes à leur responsabilité individuelle (Bérout et al., 2016), notamment sous un registre écologique (Hamman, 2018). Cette hybridation entre autonomisation politique et atomisation sociale symboliserait la consécration d'un individu à l' « ethos entrepreneurial » (Pinson, 2020, p. 103), pris dans des logiques d'exploitation et guidé par des valeurs de performativité, d'efficacité et d'épanouissement personnel.

A partir des dynamiques de la rénovation urbaine et de la transition écologique, cette communication vise à explorer les coulisses des répercussions sociales au sein d'un quartier lyonnais de grands ensembles en voie de « verdissement ». Elle tente de mettre en lumière les modalités de sa réception auprès d'habitants populaires et de donner plus de corps à l'épaisseur sociale et aux tensions induites par l'écologie et des dispositifs de « durabilité » urbaine. Ce texte cherche à répondre aux angles morts sur la diffusion et la confrontation de ces politiques de transition écologique à travers des discours sur l'écocitoyenneté auprès de milieux populaires directement concernés par la rénovation urbaine. Comment l'écocitoyenneté circule-t-elle et est-elle intériorisée par différents habitants ? Quelles sont les répercussions de l'écogentrification sur les composantes sociologiques et politiques de cet espace et sur les modes de vie de ces habitants ? Enfin, dans quelle mesure peut-on envisager des cultures populaires de l'écologie en les restituant dans leur système de hiérarchisations sociales ?

Cette communication reprend les premiers résultats d'un travail de thèse en cours centré d'une part sur les dynamiques entre rénovation urbaine et transition écologique et d'autre part sur les vécus et les rapports à l'écologie d'habitants de classes populaires. Le texte s'appuie ici exclusivement sur le terrain d'étude lié à la Duchère, quartier populaire de grands ensembles lyonnais labellisé EcoQuartier, avec une phase d'enquête amorcée en février 2020 et devant s'achever à l'été 2021. Le recueil de données comprend une trentaine d'entretiens semi-directifs auprès d'habitants du quartier, quasi-exclusivement des locataires HLM. La grille d'entretien est construite à partir de thématiques sur le mode de vie dans le logement et dans le quartier, le degré de sociabilités quotidiennes ainsi que les représentations et pratiques de l'écologie. En outre, de nombreuses observations du quartier et des domiciles des enquêtés ont été effectuées ainsi que des observations participantes de réunions institutionnelles. En complément, une dizaine d'entretiens exploratoires a été réalisée avec des techniciens et membres d'associations de quartier (directeurs de centres sociaux, travailleuses sociales, chargée de communication mission Duchère, responsables locaux des bailleurs sociaux)¹. Enfin, une analyse de documents professionnels et de brochures institutionnelles édités par les acteurs du Grand Projet de Ville la Duchère a été entreprise. Afin d'éviter un biais de représentativité dans l'échantillonnage, qui aurait conduit à une surreprésentation d'habitants favorisés et investis dans les structures de quartier, une technique de passation par porte à porte a été employée afin d'avoir un accès élargi aux « invisibles » (Beaud, 2006) des instances de démocratie participative.

Nous nous pencherons tout d'abord sur quelques éléments de cadrage liés à la restructuration politique de la Duchère depuis la fin des années 1990 suite aux opérations de

¹ Ces entretiens n'ont cependant pas été directement mobilisés dans cette communication.

démolition/reconstruction de ce quartier de grands ensembles. L'enjeu ici est ensuite de revenir sur les dynamiques socio-spatiales engendrées par la réhabilitation écologique d'un quartier populaire et de discuter de la thèse de l'écogentrification de la Duchère. Enfin, nous nous concentrerons sur le rapport à l'écologie de milieux populaires, sur les conditions sociales et les modalités spécifiques de cultures populaires de l'écologie.

La rénovation urbaine « durable » de la Duchère et la mise en scène d'une vie quotidienne écocitoyenne

- *Le renouvellement urbain de la Duchère des années 2000 : opérations de démolition-reconstruction et logiques d'attractivité territoriale au sein d'un quartier populaire*

Construite au début des années 1960 pour répondre à une crise inédite du logement et aux rapatriements succédant l'indépendance de l'Algérie, la Duchère se développe en périphérie de l'ouest lyonnais jusqu'à compter 20 000 habitants dans les années 1970 (cf. carte). A partir des années 1980, le quartier est frappé par de nombreuses difficultés socio-économiques avec une montée du chômage de masse, une concentration d'habitants paupérisés et un enclavement au reste de Lyon. Intégrée au sein de dispositifs des politiques de la ville et classée en QPV² à partir de 2016, la Duchère connaît une recomposition sociologique majeure au début des années 2000 suite à l'adoption de la loi Borloo de 2003 et la structuration nationale des politiques de rénovation urbaine en France. Piloté et conduit par la Ville de Lyon et la SERL³ (maîtrise d'ouvrage), le PRU⁴ de la Duchère amène également des acteurs nationaux tels l'Etat et l'ANRU⁵ mais aussi des maîtrises d'œuvre privées (promoteurs immobiliers, bureaux d'étude) à s'immiscer dans cette politique locale de réaménagement urbain, conditionnant son financement.

² « Quartier Politique de la Ville » créé par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014.

³ Société d'Équipement et d'aménagement du Rhône et de Lyon.

⁴ Programme de Rénovation Urbaine.

⁵ Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

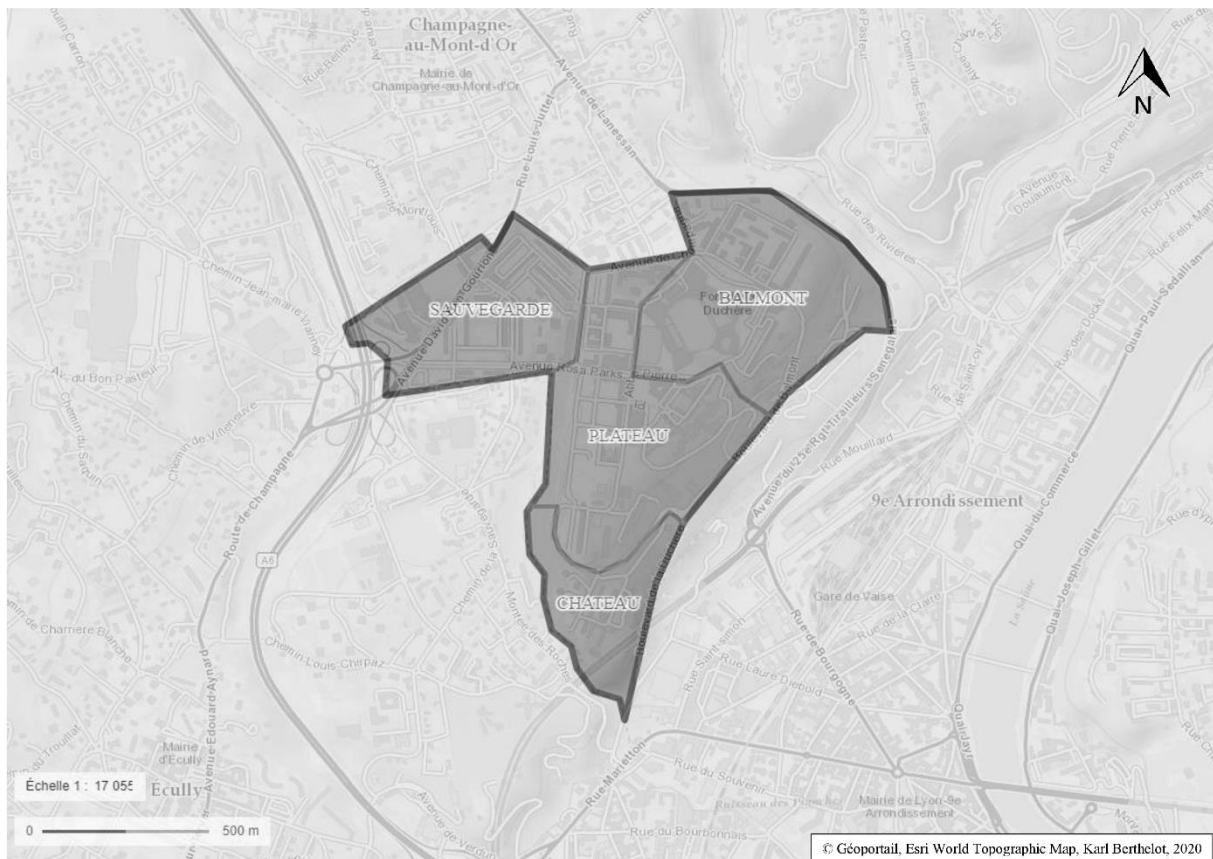


Figure 1- Carte du quartier de la Duchère et de ses secteurs

Afin d'enrayer sa perte d'attractivité et de promouvoir un idéal de mixité sociale à la Duchère, près de 1700 logements sociaux sont détruits et 1800 reconstruits en accession privée et en location libre/sociale. Cette politique de démolition-reconstruction se poursuit encore aujourd'hui, devant réduire à terme en 2030 à 50% la part de logements HLM. De nouveaux équipements ainsi que des espaces publics et commerciaux ont ainsi été restructurés, des entreprises s'y sont implantées, essentiellement au sein des secteurs du Plateau, réelle centralité du quartier, et de Balmont⁶(cf. carte). La concertation des habitants est mise en avant avec la création d'un comité de suivi participatif en 2005 et celle du Conseil Citoyen en 2016 suite au classement du quartier en QPV (entamant alors la dissolution d'un Groupe de Travail Inter-quartiers crée à l'origine par des habitants du quartiers et sa récupération institutionnelle). Le déploiement de dispositifs sécuritaires, entre résidentialisation des barres HLM (Chédiac, 2009), installation de caméras de vidéosurveillance, condamnation de « caves » et végétalisation du périmètre des copropriétés, suit l'idée d'une résolution de problèmes sociaux avant tout par l'espace (Poupeau, Tissot, 2005). De plus, des tours et barres d'immeuble privées ont fait l'objet d'une patrimonialisation comme la barre des Erables et la tour Panoramique, décrit comme l'emblème de la 3^{ème} colline de Lyon⁷.

⁶ Durant la première tranche de rénovation urbaine (2003-2018).

⁷ Lyon en est d'ailleurs souvent réduite à deux collines : celle qui travaille (Croix-Rousse) et celle qui prie (Fourvière).

D'après les dernières données sociodémographiques établies par l'INSEE en 2016⁸, la population duchéroise compte environ à 10 500 habitants et se caractérise par son marasme économique, sa fragilité sociale et son faible niveau de diplôme. 25% de ses actifs sont au chômage contre 10% en France sur la même période. Les ouvriers et les employés représentent les PCS majoritaires (45%) et près d'un quart des Duchérois sont inactifs. Enfin, les Duchérois se composent essentiellement de jeunes : près de la moitié d'entre eux a moins de 29 ans. A l'aide d'une approche plus diachronique liée aux restructurations sociales induites par la rénovation urbaine depuis le début des années 2000, on relève un certain nivellement social par le haut du quartier qui tend à confirmer l'hypothèse de sa gentrification. D'une part, les groupes des ouvriers et employés ont diminué entre 2006 et 2016, passant respectivement de 18% à 15% et de 21,5% à 20% quand celui des professions intermédiaires s'est accru (de 7% à 11%) et celui des cadres a doublé (de 3% à 6%). Plus significativement, les évolutions des compositions en termes de niveau de diplôme et de date d'installation dans le quartier témoignent d'une amorce de gentrification. Les populations non diplômées tendent à diminuer fortement, de 54% en 2006 à 40% en 2016 alors que celles diplômées du supérieur se sont durablement accrues, de 14% à 24%. Enfin, les évolutions de composition selon le statut d'occupation du logement semblent concordées avec les volontés de diversification sociale inhérente au PRU. Si la part des locataires HLM s'élevait à 74% en 2006, elle s'est établie à 60% en 2016 et celle des propriétaires à 25%, contre 16% en 2006.

- *Une politique de rénovation empreinte de durabilité à partir des années 2010 : du label EcoQuartier aux dispositifs de sensibilisation à l'écocitoyenneté*

L'objectif de revalorisation territoriale de la Duchère est clairement affiché, que ce soit par une volonté de désenclaver le quartier, de l'ouvrir aux espaces cossus de l'ouest lyonnais et de valoriser les prix locaux de l'immobilier et du foncier :

« Comment on fait pour que la Duchère ne soit pas gentrifiée ? L'immobilier est un bon thermomètre de ces choses-là. J'ai payé environ 2 500€/m² mon logement, la maison qui est à vendre en face du parc est déjà à 3 500€/m², voire 5 000€/m² pour d'autres[...]. Mais tant qu'on aura des rodéos, même si on en a de moins en moins, ça ira » (Conseillère entreprise, 50 ans, BAC+5, parents hauts-fonctionnaires).

L'opération de requalification paysagère du parc du Vallon s'intègre par exemple dans la labellisation EcoQuartier du quartier parachevée en 2018⁹. Cette dernière s'actualise à partir de thèmes liés à la mobilité douce, la gestion des ressources, la construction et l'isolation des bâtiments, ainsi qu'à la production d'une énergie renouvelable. Cette « durabilité » se rapproche de stratégies publiques d'attractivité et de rayonnement métropolitain.

Or, le référentiel de la transition écologique présente une vision située de l'écologie qui s'apparente à l'écocitoyenneté. Courant dominant de l'écologie, elle sert à la fois de justification des politiques de restructuration du quartier mais également de support à la régulation sociale. L'écocitoyenneté se caractérise par une lecture individualisée de l'écologie à partir de gestes présentés comme simples à adopter dans une optique rationnelle de réduction des coûts énergétiques et d'efficacité environnementale. Si ce discours écologique semble conforme à l'éthos des classes moyennes et supérieures, il peut-être pertinent de réfléchir aux

⁸ Les données du paragraphe suivant sont issues des tableaux édités par l'INSEE, à partir de la moyenne des 5 IRIS composant la Duchère. <https://www.insee.fr/fr/information/2383389>

⁹ Suite à quatre séquences de validation officielle : après la conception du quartier, sa réalisation, puis sa livraison jusqu'à son occupation effective.

modalités d'intériorisation sociale de ces normes écologiques chez des habitants populaires. L'invisibilisation de ces ménages populaires se perçoit d'ailleurs en filigrane dans des documents professionnels réalisés par des techniciens du GPV, faisant la part belle à une argumentation techniciste et d'optimisation énergétique (Hamman, 2018).

De nombreuses structures de quartier à l'instar des centres sociaux ont depuis intégré des activités organisées autour des principes du développement durable. Le centre social Sauvegarde met ainsi en place des campagnes de sensibilisation et d'accompagnement écocitoyen, qui consistent « à adopter une attitude et une posture concernées et éclairée pour sa santé, sa vie quotidienne, son ouverture à l'autre en lien avec son environnement de proximité »¹⁰. L'arrivée d'étudiants dans le quartier via la création de résidences dédiées a par la même encouragé la diffusion de principes écocitoyens¹¹. Les brochures institutionnelles sur le PRU, faisant la promotion des attraits « verts » de l'écoquartier, mettent au-devant de la scène les nouveaux propriétaires installés au Plateau et membres d'associations de jardins partagés. Présentée comme l'« affaire de tous », l'écologie se confond à l'écocitoyenneté au sein de l'écoquartier et reprend en rengaine les thèmes des écogestes autour des mobilités « douces », de la propreté, du tri et compostage des déchets.

Le label EcoQuartier fait d'ailleurs l'objet d'une mention exclusive par les classes moyennes interrogées, qui le conçoivent comme un levier d'attrait résidentiel. De surcroît, une forme d'esthétisation de l'écologie semble se dessiner dans ce quartier populaire, ce que vient appuyer la candidature du GPV à l'appel à projets « Quartiers fertiles ». A la lecture de ce dossier se dégage leur souhait de « développer et d'amplifier culture agricole et écologique dans le quartier et de cultiver le lien social, le vivre-ensemble et le pouvoir d'agir des habitants et des usagers à travers des créations participatives et des actions de sensibilisation autour de l'alimentation, la santé et l'environnement »¹². Les dimensions végétales et paysagères sont régulièrement énoncées, faisant l'objet de réflexions aménagistes sur les cœurs d'ilots privés, les terrasses végétalisées, la multiplication des espaces de jardinage et de compostage.

- *La Duchère face à l'écogentrification ? Apports et limites des articulations entre la transition écologique, la pacification sociale et la valorisation territoriale*

La rénovation urbaine « durable » de la Duchère s'encastre donc dans des dynamiques plus globales de métropolisation, la recherche d'attractivité socio-territoriale demeurant le fer de lance de cette politique aux effets variables : gentrification, relégation (Donzelot, 2009), patrimonialisation. Combinant principes de mixité sociale et écocitoyenneté, elle conduit à fragiliser certains espaces de la Duchère et à la multiplication des inégalités socio-environnementales en défendant l'espace symbolique et matériels d'une écologie dominante :

« Si tu remarques bien, au Plateau, ils ont tout enlevé et tout refait à neuf. Et après, tout ce qui va être Sauvegarde, quand tu démarres de Rosa Parks et que tu longes l'avenue, t'as l'impression que tout est refait à neuf. Mais rentre dans les petites rues, tu verras, on a refait uniquement les façades mais pas l'intérieur. Imagine ces gens à qui on a laissé

¹⁰ Projet social 2019-2023 réalisé par le centre social Sauvegarde.

¹¹ Il s'agit des Kolocations à Projets Solidaires qui « permettent à des jeunes de vivre en colocation et de s'engager avec les habitants dans des quartiers populaires ». Voir la page dédiée du site de l'AFEV : <https://afev.org/nos-actions/koloc-a-projets-solidaires/presentation-generale/>.

¹² Page 4 du dossier de réponse à l'appel à projet « Quartier Fertile » intitulé *De l'écoquartier à la cité nourricière et fertile*, réalisé par l'équipe de la mission La Duchère, novembre 2020.

leur chiottes qui fuient, leurs douches usées des années 1970, leurs murs complètement fracassés... tout ça pour que ça aille dans le décor » (Ouvrier polyvalent, 30 ans, sans diplôme, père cantonnier, mère femme de ménage).

L'« esprit de la ville durable » semble progressé dans cet ancien quartier de grands ensembles, « les écoquartiers apparaiss[a]nt comme une utopie pacifiée, présentant un visage harmonieux de la ville à venir qui laisse entendre que les contradictions ne seraient plus qu'un mauvais souvenir » (Pattaroni, 2011, p. 55). Malgré les restructurations urbaines et environnementales ainsi que les dispositifs d'incitation aux comportements éco-responsables, la thèse d'une écocentrification (Dooling, 2008) du quartier peut néanmoins être nuancée. En effet, la part des logements sociaux reste substantielle, indiquant peut-être là le stade encore précoce d'un tel processus. De plus, l'ensemble des nouveaux propriétaires du quartier font référence aux tensions entre des groupes de jeunes populaires issus de l'immigration et les forces de l'ordre, conduisant même au départ de propriétaires et à l'entretien d'une mauvaise réputation extérieure de la Duchère :

« C'est vraiment l'image d'un quartier populaire, je crois qu'on arrivera difficilement à l'enlever parce que j'ai encore beaucoup de réflexions du genre : 'je sais pas comment tu fais pour habiter à la Duchère, au milieu de la drogue'... » (Femme, cadre de restauration, 47 ans, BAC pro, père ouvrier et mère au foyer)

Enfin, l'étape initiale de la rénovation urbaine à la Duchère a avant tout profité au secteur du Plateau dans lequel se retrouve l'essentiel des nouveaux propriétaires issus de classes moyennes. Cela questionne néanmoins les risques de décrochage socio-économique et de fragmentation interne¹³ avec la Sauvegarde et le Château, plus isolés et concentrant aujourd'hui les ménages duchérois les plus paupérisés.

La Duchère constitue ainsi un cas emblématique d'une politique de la ville marquée par la rénovation urbaine « durable » encadrée à un référentiel d'action publique de la transition écologique. Ces politiques ont encouragé la diffusion de discours situés de l'écologie autour des principes du développement durable et de l'écocitoyenneté.

II] Les classes populaires entre conformité sociale, disqualification écologique et contestations de l'ordre politique et marchand

L'incorporation de l'écocitoyenneté au sein de la Duchère s'effectue à partir de préceptes normatifs avec une distribution variable selon les dispositions sociales et l'ancrage territorial des locataires HLM. Ces ménages populaires connaissent des trajectoires résidentielles instables, notamment avec les relogements consécutifs aux démolitions d'anciennes barres HLM et à des situations familiales prédisposant à la vulnérabilité sociale (ruptures familiales, décohabitation, famille monoparentale ou famille nombreuse, ménage seul et personnes isolées).

¹³ Une crainte d'ailleurs évoquée par le directeur du centre social du Plateau lors d'un entretien exploratoire.

- *Mise à distance de la « ville durable », attachements au quartier et domestication des vécus populaires*

L'entrée par les conditions de vie populaires et les logements HLM revêt d'autres réalités de vie que celles partagées par les propriétaires duchérois, permettant de tirer un portrait davantage contrasté et affiné de la sociologie duchéroise. De nombreux enquêtés font ainsi référence à des désagréments quotidiens présents dans leur appartement (suroccupation et agencement du logement inadapté, mauvaise isolation acoustique et thermique, revêtements des sols défectueux, présence d'insectes nuisibles) :

« Vous voyez là, il y a pas de place, là on mange, la cuisine est petite, on est 5 et les grands sont bien costauds. On peut dire qu'on est 4 adultes presque. C'est serré avec la trottinette, le vélo, y a encore des vélos au balcon comme on a pas de garage. Mon lit est juste après la porte, je me suis cognée plusieurs fois. » (Assistante maternelle, 37 ans, CAP, père commerçant, mère au foyer).

Ces dysfonctionnements domestiques ne conduisent pas pour autant ces habitants à se détacher de leur lieu de vie, partageant un attachement au quartier. Ce sentiment se décèle notamment dans l'incompréhension de la démolition future des barres d'immeuble dans le cadre du nouveau PRU, autant pour d'anciens habitants que ceux qui ne tissent pas vraiment de relations de proximité :

« Sinon moi je suis bien, j'ai pas de problème, la vie se passe très bien, j'ai jamais eu de soucis. Je trouve ça dommage qu'ils démolissent mais ils ont leur raison. Ça fait longtemps qu'il y a cet immeuble donc ils doivent le détruire. Sinon je serai bien restée là je vais pas vous mentir. » (Agente restauration, 44 ans, sans diplôme, père militaire, mère au foyer).

Ces ménages populaires mettent en avant la bonne desserte du quartier en transports en commun, dont ils sont plus tributaires que les classes moyennes, malgré des disparités d'un secteur à l'autre de la Duchère avec l'isolement plus prononcé du Château (cf. carte). De même que les commerces principalement concentrés au Plateau et dont plus aucun ne subsiste au Château avec le projet de démolition de sa barre. Les différenciations internes au quartier entre d'un côté, la centralité du Plateau, et de l'autre, les secteurs plus périphériques, sont à l'origine de rancœurs, conséquences de l'effet vitrine joué par l'écoquartier. Ainsi, pour quelques ménages populaires, les usages dans le quartier se font de manière essentiellement transitoire, reposant principalement sur les courses ou le passage du quartier en TC. Ils décrivent leur quartier comme étant apaisé, situé à l'extérieur de Lyon, et notent régulièrement les stéréotypes négatifs à son propos (lieu de trafics de drogue, violences et émeutes urbaines)¹⁴.

L'attachement général à la Duchère se définit subjectivement par des relations de voisinage cordiales mais aussi d'entraide. Il ne s'explique néanmoins pas toujours par la date d'installation dans le quartier puisqu'une partie des plus anciens locataires HLM n'ont pas forcément noués de relations avec d'autres habitants du quartier. Ce ressenti se concrétise par un rapport plus ancré localement chez certains types de ménages à l'instar des familles avec de jeunes enfants ou les seniors. Le degré d'attachement reste cependant à nuancer par des rapports plus dorsoirs au quartier : « C'est vraiment mon logement ici, le reste je fais tout en ville et ma

¹⁴ Ravivés par les émeutes dans le quartier en 1997 et un cadrage médiatique fait-diversier de la presse quotidienne régionale sur la Duchère.

famille habite pas là donc c'est vraiment dortoir. » (Electricien, 32 ans, BEP, mère assistante maternelle).

De surcroît, la distanciation aux structures locales (centres sociaux, conseil citoyen) peut se déchiffrer à la fois par des contraintes liées aux conditions de vie matérielles, rythmées par le travail souvent lointain et la gestion des enfants, mais également par des processus plus insidieux d'éloignement aux associations de quartier ou aux équipements publics. La requalification « écologique » du parc du Vallon, prônant la préservation de sa biodiversité et largement fréquenté par les nouveaux propriétaires, suscite le mécontentement de certains locataires :

« Je préférerais le Vallon comme il était avant. Je m'excuse mais là je vois pas pourquoi ils ont remis ce ruisseau. Avant, les gones¹⁵, ils s'amusaient là-bas, maintenant ils peuvent plus. Avant il y avait un grand espace et les jeunes avaient un terrain de foot où tous les soirs ils se retrouvaient mais ils ont tout démonté d'un coup et ça manque dans le quartier » (Retraité, ex-égoutier, 83 ans, sans diplôme, père égoutier, mère ouvrière en atelier)

La mise à distance populaire des espaces requalifiés par la rénovation urbaine « durable » se manifeste également à travers une perception plus directe et négative des modes de vie des nouveaux habitants. Quand ces derniers bénéficient d'une légitimité à s'approprier l'espace renouvelé de l'écoquartier pour se retrouver entre eux, les entre-soi des milieux populaires sont étiquetés de « communautarisme » et inspirent de la méfiance :

« Quand on vient chez nous dans les quartiers, on dit ah mais y a des jeunes en bas. Mais ça a toujours été ça, pourquoi on devrait toujours s'adapter à vous, c'est vous qui êtes arrivés. Y a une façon de vivre dans le quartier, tu savais très bien que le quartier avant était catastrophique, tu serais jamais venu y habiter avant, même pour un loyer gratuit ! Aujourd'hui tu y es, t'as un confort, t'as tout ce qu'il faut et ils vont critiquer. Ce sont les premiers à dire qu'on est communautaire. Et si vous leur demandez où sont scolarisés leurs enfants, ils sont pas ici, ils évitent le quartier. En fait, ils y dorment mais ils vivent pas dans le quartier mais ils veulent que le quartier change comme ils le sentent. Ce sont ces gens-là qui font pression. » (Ouvrier polyvalent, 30 ans, sans diplôme, père cantonnier, mère femme de ménage).

Ces confrontations plus directes entre nouveaux propriétaires et milieux populaires duchérois s'illustrent parfois par des formes de discrimination socio-raciales (contrôle des groupes de jeunes populaires, plaintes de leur regroupement) qui tiennent à l'écart les classes populaires des structures locales, notamment la tranche des 16-25 ans qui n'ont pas d'activités dédiées dans les centres sociaux ou la MJC. L'appropriation de l'espace public par ces ménages semble sans cesse remise en cause et fragilisée par les nouveaux habitants, les tenant à l'écart du « monde des autres » (Hoggart, 1980). Les pratiques de jeunes issus de milieux populaires viennent cristalliser des conflits d'usage autour du Plateau, troublant la tranquillité et le calme prisés par ces propriétaires.

Or, ces tensions sociales en viennent également à fragmenter les locataires HLM, soulignant l'hétérogénéité sociale de ces classes populaires (Siblot et al., 2015). Certains pointent des problématiques comme les déchets, le manque de propreté des parties communes des

¹⁵ « Les jeunes enfants » en dialecte lyonnais.

immeubles, les nuisances produites par les regroupements de jeunes en pieds d'immeuble malgré une conscience de leur précarité : « c'est rare, la nuisance des jeunes avec des voitures, qui font le rallye ou le rodéo, des fois ils tournent, ils font du bruit, vu que je bosse de nuit, j'arrive pas à dormir » (Ouvrier agroalimentaire, 41 ans, BEP, père agriculteur, mère au foyer). De plus, certains locataires HLM reproduisent des stratégies d'évitement similaires aux nouveaux propriétaires concernés face à la mauvaise réputation du collège de secteur en scolarisant leurs enfants à l'extérieur de la Duchère. Cette distanciation ne représente pas toujours un cas de subordination totale puisque l'on note également, parmi les franges les plus hautes de ces classes populaires, un attachement à leur lieu de vie mais des pratiques sociales plus récurrentes en dehors. C'est le cas des actifs ou de jeunes ayant accédé aux études supérieures qui entretiennent des interactions en dehors du quartier mais qui apprécient tout autant leurs habitudes de vie et leurs « repères » dans le quartier.

La satisfaction globale des milieux populaires duchérois pour leur quartier ne tient pas vraiment des effets de la rénovation urbaine. S'ils mentionnent certes un embellissement et une pacification du quartier, la rénovation laisse souvent place à des inquiétudes et de l'incompréhension, notamment autour des modalités des relogements à venir. Malgré un souhait unanime de rester à proximité du quartier (Vaise, Ecully, Champagne au Mont d'Or) ou à la Duchère (cf. carte), les locataires HLM les plus vulnérables s'interrogent sur les effets de la gentrification produits par la rénovation urbaine, faisant craindre une hausse de leur taux d'effort : « Même si on veut habiter ici, ça ne sera pas possible, parce que ça va coûter cher les loyers, ça va augmenter, ils vont le refaire bien bien bien, tellement que nous, les pauvres, on pourra plus habiter ici » (Assistante maternelle, 50 ans, sans diplôme, père mécanicien, mère au foyer). La fragilité socio-économique de ces locataires et leur quête quotidienne de subsistance, les maintenant dans une distance plus ou moins subie à la Duchère, amène à envisager des problématiques environnementales à l'aune de l'espace domestique. Ces perspectives demeurent largement occultées des représentations des classes moyennes et des acteurs officiels de la rénovation urbaine. L'omission des préoccupations populaires écologiques n'en reflète pas moins une stratégie de faire valoir l'écocitoyenneté en tant que courant écologique consacré et pourvoyeur de reconnaissance sociale pour les plus aisés.

- *Des modes de vie populaires invisibilisés : une écologie en prise à l'ordre social et aux inégalités*

De prime abord, la notion même d'écologie est parfois méconnue des locataires HLM désignant une certaine coupure entretenue par son courant dominant. Pour la moitié de ces habitants populaires, les discussions lors des entretiens autour des thématiques environnementales et écologiques ont pu conduire à un malaise, celui de ne « pas savoir correctement » y répondre. Ce fait met en exergue l'expression d'un sentiment d'illégitimité pour parler d'écologie en concordance avec son mode de vie, symbolisant une forme de dessaisissement écologique des milieux populaires.

Une première analyse des rapports populaire à l'écologie dévoile le sens de l'imposition et de l'autorité exercé par un courant situé de l'écologie, celui de l'écocitoyenneté. Elle semble perçue d'une part par ses aspects prescriptifs et de l'autre par un ensemble de connaissances abstraites et théoriques qui n'autorise pas ces ménages populaires à s'approprier différemment l'écologie. La variable du sexe y joue un rôle majeur parmi les habitants les plus démunis, modulant le niveau du jugement de légitimité à pouvoir échanger sur l'écologie. Les femmes

locataires de parcs HLM entretiennent d'une part aussi un rapport plus isolé au quartier et plus reclus dans la sphère domestique que les hommes du même milieu. D'autre part, elles s'expriment avec plus de difficultés sur les thématiques écologiques¹⁶ et peinent davantage à prendre la parole sur ces thématiques, ce qui renvoie aussi à des inégalités sexuées de prises de parole quelle que soit la classe sociale. Pour autant, les femmes de milieux populaires actives et disposant de plus de ressources culturelles apparaissent plus en confiance pour développer et s'emparer discursivement de l'écologie.

Lorsque les sujets autour de l'écologie étaient plus facilement abordés, ils se référaient davantage à l'échelle du milieu de vie et de l'environnement immédiat sous des dimensions normatives. Chez les locataires populaires disposant de plus de capitaux économiques que la moyenne des autres enquêtés, l'écologie se définit par les mots d'ordre de l'« incivilité » ou de la « propreté », témoignant d'une logique de reproduction par la recherche d'une respectabilité sociale et de celle de la subordination opérée par l'écocitoyenneté :

« Par exemple, le plastique, les masques là on les voit en bas c'est inquiétant. Les gens qui achètent du McDo surtout les jeunes là au lieu de mettre dans la poubelle, ça dégrade l'environnement non ? Les gens qui font les vidanges des voitures, on voit des bidons d'huile qui traînent, et si personne ne ramasse, ça peut rester des mois et des mois et c'est pas normal. » (Aide médico-psychologique, 68 ans, BAC+2, parents paysans)

Pour les ménages populaires disposant de plus de capitaux culturels ou d'un emploi, les sens de l'écologie sont plus orientés par les « écogestes » avec quelques tonalités populaires singulières :

« Il y a plein de petits gestes qui peuvent beaucoup aider et d'applications pour éviter le gaspillage alimentaire. En plus ça coûte moins cher, To Good To Go, aller en friperie... après nous, niveau vêtements, enfin plus avant, on récupérait des vêtements des voisins donc on était vachement écolos sur ce point-là. Quoi d'autre ? Il y a une technique aussi pour consommer moins d'eau dans la chasse » (Etudiante, 18ans, BAC ES)

Les représentations populaires de l'écologie résultent de l'intériorisation des discours dominants sur l'écologie tout en s'accommodant à l'échelle locale. Elles s'appuient sur des désagréments quotidiens dont le ressort est jugé imputable aux locataires HLM eux-mêmes. La reprise des normes écocitoyennes par les milieux populaires conforte leur (auto)stigmatisation, qu'ils intègrent et projettent dans leur espace de vie, conduisant au renforcement d'une « domestication » des horizons populaires de l'écologie. Prenant source sur des tensions sociales routinières, le modèle populaire hybride de l'écocitoyenneté conduit au concret à fragiliser leurs sociabilités et à accentuer leur désolidarisation :

« S'ils veulent du changement, faudrait déjà qu'ils fassent du ménage dans les locataires en fait après c'est difficile. Que vous la mettiez dans une nouvelle ou ancienne construction, la personne reste la même donc ça va rien changer à ce niveau-là » (Agente polyvalente, 40 ans, BEP, mère au foyer).

Un cas explicite en est l'injonction au « respect de l'environnement » formulée à de nombreuses reprises par les bailleurs sociaux et relayée par des affiches collées dans les halls d'immeubles ou vers les ascenseurs :

¹⁶ Particulièrement lors d'entretien avec des couples d'enquêtés.

« J'en vois plein qui jettent par terre alors qu'ils sont à côté des poubelles, ça balance par les fenêtres. Si vous voulez un ordinateur, vous avez un ordinateur sur le parvis vous voyez ? C'est dommage parce que ce genre de comportement nuit à l'environnement » (Aide à domicile, 52 ans, CAP, père manutentionnaire, mère aide-soignante).

Les locataires HLM affichent une préoccupation concrète et située pour la dégradation de l'environnement qui s'articule à la gestion des déchets, la santé et l'alimentation. Si ces préoccupations ont aussi pu être traitées par les classes moyennes, elles n'en sont pas moins ici discernables au regard de la surexposition des classes populaires à des nuisances environnementales, et non sur le registre du confort de vie. L'isolation phonique et thermique défectueuse des barres HLM en constitue l'exemple le plus criant et récurrent. Dans une moindre mesure, face à la ténacité d'insectes nuisibles et au manque de réactivité des bailleurs sociaux, certains habitants en sont venus à gérer eux-mêmes ce problème, recourant parfois à l'utilisation de produits chimiques dangereux : « On a vraiment souffert avec les cafards, les punaises de lit et à la fin c'était des rats. J'achète un traitement, je le passe moi-même, et même avec le masque, le produit est fort et j'ai des enfants... » (Assistante maternelle, 37 ans, CAP, père commerçant, mère au foyer). Cette exposition à des nuisances environnementales se retrouve parfois sur la scène professionnelle, chez les ouvriers polyvalents ou les agents de propreté et d'hygiène.

L'inégalité sociale face aux dommages environnementaux les amène parfois à se saisir plus frontalement des injustices qu'ils rencontrent quotidiennement en comparaison aux milieux plus favorisés :

« J'y pense pas souvent mais ça m'affecte sur le domaine de la santé. Je me dis tu travailles en présence de produits chimiques, tu manges une alimentation transformée, tu vas avoir des ondes 5G proches de chez toi. Forcément ils vont pas mettre l'antenne aux villas du Mont d'Or ou des immeubles de propriétaires aux Terreaux, les antennes elles sont au-dessus de nos bâtiments à nous. On en a déjà en 4G et certaines personnes se sont plaintes de migraines » (Ouvrier polyvalent, 30 ans, sans diplôme, père cantonnier, mère femme de ménage).

Confrontés aux inégalités environnementales et à une misère sociale et énergétique, ces locataires HLM incorporent une peine supplémentaire en plus des effets de disciplinarisation induites par l'écocitoyenneté, davantage perceptibles que chez les classes moyennes. La mise en place de dispositifs pédagogiques à leur égard le montre bien. L'association YOYO, commanditée par le centre social Sauvegarde pour sensibiliser les habitants à l'écocitoyenneté, se définit comme « une plateforme de récompense collaborative du tri » coordonnant des « coachs » et des « trieurs » afin de « lutter concrètement contre la pollution et profiter de belles récompenses »¹⁷, qui se révèlent d'ailleurs souvent inadaptées aux goûts et pratiques culturelles des classes populaires¹⁸. Leur disqualification écologique s'exprime aussi en revers dans le jugement populaire des causes et des responsabilités des crises écologiques. Elles découlent pour beaucoup d'une responsabilité partagée par l'« humanité » entière, notamment selon les plus démunis.

¹⁷ D'après leur site web : <https://yoyo.eco/>.

¹⁸ Une habitante a notamment mentionnée des bons d'achat gratuits pour des produits alimentaires bio.

Au-delà des coûts sociaux et symboliques de la reconquête « durable » de la Duchère, la domestication de l'écologie populaire par l'écocitoyenneté s'exprime alors par une occupation inégale de l'espace matériel et symbolique de l'écoquartier, en faveur des nouveaux propriétaires et au détriment des duchérois populaires. Les multiples « freins » à l'intégration populaire au sein de l'espace de l'écoquartier traduisent l'isolement relatif et le « confinement banalisé » des locataires HLM enquêtés, autant de conditions à l'exacerbation des inégalités socio-environnementales (suroccupation dans le logement, précarité énergétique, vétusté des appartements, dégradation des parties communes, pannes d'ascenseur).

- *Les ressources populaires de l'écologie, leviers discrets de résistance à l'esprit néolibéral de l'écoquartier ?*

La domestication des modes de vie populaires entretenue par la rénovation urbaine « durable » et les dispositifs normatifs de l'écocitoyenneté ne signale pas pour autant le désintérêt des locataires HLM pour l'environnement. Au contraire, ceux-ci font part de leurs affects quant à l'avenir lorsque cela leur est possible. La sensibilité environnementale n'est donc pas du monopole des habitants favorisés et, sous ses teintes populaires, comporte une envergure politique forte face aux désillusions, aux inquiétudes et aux colères à l'endroit des institutions. Cependant, le poids des contraintes matérielles détermine en partie leur rapport à l'écologie, ne serait-ce que par leur dépendance aux grandes enseignes alimentaires ou bien au marché du travail :

« Le problème, c'est les entreprises mais ça peut impacter au niveau de nos emplois aussi, y a toujours quelque chose qui coince un peu parce que les entreprises, si on leur impose de faire tel truc, ça va impacter au niveau du travail, ce qui peut être un gros problème pour nous » (Ouvrier agroalimentaire, 41 ans, BEP, père agriculteur, mère au foyer).

En dépit de marges de manœuvre limitées dans l'adoption de comportements pro-environnementaux, dépendant par exemple des bailleurs sociaux dans le cadre d'une réhabilitation énergétique, ces habitants populaires disposent d'un certain nombre de ressources et de pratiques pouvant s'apparenter à des formes singulières d'écologie populaire. Les assignations à résidence diffuses des locataires HLM entraînent en retour l'activation de réseaux de solidarité de proximité, concentrés autour des membres de la famille et dans une moindre mesure des pairs. En plus de l'appui sur un soutien familial prégnant, ces « capitaux d'autochtonie » (Retière, 2003) renvoient au degré d'entraide très développé entre voisins, en dehors des sphères associatives et institutionnelles : « On est solidaires on fait des choses ensemble, des repas partagés » (Assistante maternelle, 37 ans, CAP, père commerçant, mère au foyer). Le retrait de l'Etat social et l'isolement relatif des classes populaires les incitent ainsi à mobiliser des relations issues des sphères de socialisations primaire et de proximité, souvent annexées au domaine domestique et aux cercles amicaux locaux.

Or, l'investissement populaire de capitaux d'autochtonie est également à l'origine de discours péjoratifs des classes moyennes autour du « communautarisme », témoignant en creux des classements sociaux inhérents aux types d'entre-soi et aux formes de capital social à disposition. Ces échelles de jugement ont des conséquences sur la reconnaissance écologique attribuée aux pratiques sociales. Certaines d'entre elles ne sont communément admises comme telles, même chez les classes populaires aux comportements plus sobres. Pourtant, de telles pratiques populaires de l'écologie peuvent se caractériser par des échanges de services non marchands,

des dons et de l'entraide, se réappropriant par la même certaines pratiques de l'écologie dominante comme le « recyclage » : « J'essaye de moins gaspiller et je suis plus dans ce style recyclage. Quand les habits de mes enfants, ça ne va plus, je fais en sorte de les donner à quelqu'un qui n'a pas les moyens » (Aide à domicile, 52 ans, CAP, père manutentionnaire, mère aide-soignante).

Ce type de sobriété populaire est parfois plus ostensible à travers un mode de vie « minimaliste » subi : « j'essaye de faire le strict minimum, parce que c'est en faisant le minimum de choses que l'on devient écolo » (Inactif, 32 ans, CAP, père ouvrier, mère au foyer). Sans être affilié à des logiques de distinction sociale et de valorisation de soi, ce type de culture populaire de l'écologie n'en ait pas moins porteur d'un sentiment d'impuissance beaucoup plus marqué que chez les classes moyennes qui elles, ont en sens de l'engagement beaucoup plus revendicatif et affirmé. Les représentations populaires de l'écologie témoignent aussi de leur domination par le fait que ces enquêtés ne se déclarent pas assez, voire pas du tout impliqués en faveur de l'écologie, alors que leurs empreintes environnementales sont somme toute relatives.

Ce faisant, malgré la sélection disparate des discours écocitoyens dans les représentations des classes sociales et la conformité des locataires HLM les plus vulnérables à l'ordre dominant, de nombreux habitants présentent un détachement partiel à ses injonctions. Ces contournements se réalisent à la base de critiques envers l'écocitoyenneté, forme de dévoiement de l'écologie, et de ses « hypocrisies » autour de l'alimentation bio industrielle et d'informations incomplètes sur les conditions de production de ces biens distribués en grande surface :

« Il y a un peu une hypocrisie de l'écologie aussi, y en a qui en profite. Viens on créer une recette, on mets un logo vert et ça fait bio. On connaît pas la traçabilité des produits, on sait pas si c'est vraiment bio. Je sais pas, avoir un meilleur produit et une traçabilité de ce que l'on mange » (Ouvrier polyvalent, 30 ans, sans diplôme, père cantonnier, mère femme de ménage)

Les critiques sur une écologie convenue et consacrée s'accompagne d'un scepticisme populaire autour du label EcoQuartier, jusqu'alors méconnu des locataires HLM avant nos entretiens. Si le terme ne leur dit rien, n'étant pas mobilisé pour valoriser leur trajectoire résidentielle, ils ne comprennent pas toujours son sens ou bien pointent ses non-sens. Pour les anciens habitants, installés depuis plus de 10 ans à la Duchère, la démolition et les nouvelles constructions consubstantielles à la rénovation urbaine ont participé à la destruction d'espaces verts, à l'abattage d'arbres et à une plus grande concentration de bâtiments au niveau du Plateau. En outre, les risques de surexposition des locataires HLM aux inégalités socio-environnementales offre un terrain favorable aux préoccupations environnementales mais également à l'expression de sentiments d'injustice plus globaux. Lorsque l'écologie punitive renvoie plutôt à des logiques électorales et municipales chez les classes moyennes, elle ne s'interprète pas d'une manière analogue parmi les classes populaires, ayant un retrait plus affirmé au champ politique traditionnel. Si l'écologie est parfois décrite péjorativement à l'instar d'une partie des nouveaux propriétaires enquêtés, elle reste, sous des registres populaires, beaucoup plus associée à une lecture inégalitaire et sociale de l'écologie :

« Je suis contre la taxe carbone car elle est injuste. Elle devrait être faite en fonction du véhicule mais pas généralisée pour tout le monde parce que le smicard et Bernard Arnault ils payent la même chose alors que les revenus... Le train de vie de Bernard

Arnault équivalait à une grande partie de la population, c'est pour ça que la taxe carbone a été si mal acceptée, au-delà du fait que les gens n'ne pouvaient plus financièrement... je trouve que c'est indécent » (Electricien, 32ans, BEP, mère assistante maternelle)

Les disqualifications et les inégalités socio-écologiques que font peser les discours écocitoyens s'en suivent ainsi de contestations aux logiques politiques dominantes. Elles divulguent le champ populaire de capacités critiques et de micro-résistances à un traitement néolibéral de l'écologie reposant sur la responsabilité individuelle (Hache, 2007) et la gouvernementalité des conduites (Reignier, 2015). Les engagements politiques des positions populaires les moins subalternes ne constituent pas pour autant des prises de position affirmées et militantes. Elles se traduisent dans des postures de défiance plus générales aux institutions et de « résistances ordinaires » (Dobré, 2003) discrètes aux injonctions écocitoyennes et à la « ville durable ».

Ces logiques de contestation et ces stratégies de retournement des stigmates (Goffman, 1975) écologiques cristallisent le fondement politique des rapports populaires de l'écologie, s'illustrant aussi par une aversion plus prononcée aux logiques d'incompatibilité entre économie de marché et écologie : « je veux bien être écolo mais bon faudrait qu'ils expliquent quand même certaines choses. Pourquoi certains pays stimulent l'industrie ? Ce sont beaucoup d'incohérences d'un pays à l'autre, on pourra jamais s'en sortir » (Retraité, ex-égoutier, 83 ans, sans diplôme, père égoutier, mère ouvrière en atelier). L'étude des relations de différentes classes sociales à l'écologie permet ainsi de dévoiler les rapports axiologiques et les positionnements sociaux des individus. Ainsi, de légères variations des capitaux culturel et social influent sur la perception des problématiques environnementales parmi les classes populaires. La longévité du parcours scolaire et l'accès à des études supérieures offre une propension élargie et réflexive à la critique de l'Etat, des lobbies et leur responsabilité collective dans les changements climatiques et les altérations écologiques :

« Macron, tout ce qu'il a fait, c'est enlever l'ISF, il l'a fait direct, il a pas perdu de temps le mec. Mais quand on demande des mesures sur l'écologie, il y a plus sonneper. C'est hallucinant quand même, on a l'impression qu'ils prennent pas ça au sérieux » (Etudiante, 18 ans, BAC ES, mère assistante maternelle)

Malgré une certaine convergence entre leurs milieux d'origine, les classes populaires entretiennent en réalité des rapports hétérogènes à l'écologie et également des différenciations quant à leur parcours de vie. Les individus les plus contraints au quotidien ne sont pas forcément ceux les plus prédisposés à s'inscrire dans une conformité à l'écocitoyenneté. On remarque plutôt un classement et une hiérarchisation des cultures populaires de l'écologie, de ses postures les plus conformes (en bas de l'échelle sociale) aux plus contestataires (celle des franges moyennes/hautes des classes populaires aux capitaux avant tout culturels). C'est pourquoi une trajectoire populaire de petite promotion sociale peut affecter une posture plus conflictuelle face à l'écologie dominante. Ces analyses permettent d'affiner l'analyse de cultures populaires de l'écologie en réalité contrastées et clivées. Elles permettent aussi de nuancer quelques examens simplistes puisque l'âge semble être une variable peu structurante sur les schèmes de penser l'écologie dominantes de manière plus ou moins conforme, mais joue plutôt sur le degré d'intérêt déclaré pour l'écologie.

Conclusion

La métropolisation qui se joue à la Duchère, « marqu[ant] une nouvelle donne dans l'orientation des politiques urbaines [en] délaiss[ant] les questions d'équité et de justice sociale au profit de l'efficacité, de l'innovation et de la hausse des taux réels d'exploitation » (Harvey, 2010 : 126), permet de déceler des répertoires d'action renouvelés à partir de modes de vie populaires marqués par leur précarité. Ce type d'action publique territoriale apparaît de plus en plus empreinte des discours et des « bonnes » pratiques de la transition écologique. Elle reflète un fort cadrage des pouvoirs publics relayant les mots d'ordre de l'écocitoyennisme dans des milieux où la réception de ces normes entraîne son lot quotidien de violences sociales et symboliques.

Malgré leur affection pour leur quartier, les duchérois des HLM font part de leur exclusion des associations locales et instances de participation conventionnelles, ravivée par la rénovation « durable ». Leur ancrage au milieu de vie met en évidence des sensibilités et souffrances écologiques consécutives à des pollutions journalières. Si les rapports populaires à l'écologie se déterminent ici par leur domestication, entre mise à l'écart de l'écoquartier et repli sur le logement, elle situe surtout une soumission à l'ordre social établi. Loin d'être consensuelle, l'écologie se discerne alors à l'aune de conflits sociaux. Ces troubles adviennent par un accès inégal, d'un côté, à l'espace et aux aménités de l'écoquartier, et de l'autre, au « bénéfice moral »¹⁹ des rétributions distinctives d'une écologie idoine à l'ethos des classes moyennes et reproductrice de stigmatisations. Les teintes populaires de l'écocitoyenneté renvoient quant à elles aux injonctions récurrentes gravitant autour de la « respectabilité » et des actions formatées de sensibilisation.

Ce faisant, leur domestication écologique explique en quoi l'appui sur des capitaux d'autochtonie constitue une ressource primordiale en tant que stratégie de subsistance. En quête de dignité sociale, les classes populaires les moins dominées entretiennent des positions inhibées de contestation à l'ordre néolibéral de l'écoquartier et d'une écologie consacrée. Ces micro-résistances, formes de « politisation ordinaire » (Boughaba et al., 2018), se nourrissent d'expériences de discriminations et d'inégalités socio-écologiques. Elles s'actualisent dans un champ définitionnel de pratiques écologiques reproduisant des logiques de sélection et de hiérarchisation sociale, de ses sens les plus légitimes, revendiqués et valorisés, à ceux les plus subalternes, dissimulés et disgraciés, dont ces locataires HLM peinent eux-mêmes à se reconnaître. Sans céder « au misérabilisme et au populisme » (Grignon et Passeron, 1989), cette communication aura tenté d'esquisser les contours de cultures populaires de l'écologie en marge d'un écoquartier, restituant par la même les expériences de vie des « exclus » de la « ville durable ».

¹⁹ Il s'agit-là d'un propos tenu par un nouveau propriétaire au sujet de sa vision de l'écologie, cadre de la distribution alimentaire de 60 ans, diplômé d'un BAC +3 et en situation d'ascension sociale.

Bibliographie

Béal V., Charvolin F., Morel Journel C., 2011, « La ville durable au risque des écoquartiers. Réflexions autour du projet New Islington à Manchester », *Espaces et Sociétés*, vol. 147, n°4, p. 77-97.

Beaud S., Confavreux S., Lindgaard J. (dir.), 2008, *La France invisible*, Paris, La Découverte.

Berger P. L., Luckmann T., 1966, *La construction sociale de la réalité*, New York, Doubleday and Company Inc.

Béroud S., Bouffartigue P., Eklert H., Merklen D., 2016, *En quête des classes populaires. Un essai politique*, Paris, La Dispute.

Boissonnade J. (dir.), 2015, *La ville durable controversée. Les dynamiques urbaines dans le mouvement critique*, Paris, Editions Petra.

Boughaba Y., Dafflon A., Masclet C., 2018, « Introduction. Socialisation (et) politique, intériorisation de l'ordre social et rapport politique au monde », *Sociétés contemporaines*, vol. 112, n°4, p. 5-21.

Bourdieu P., 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Editions de Minuit.

Chamboredon J.-C., Lemaire M., 1970, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, vol. 11, n°1, p. 3-33.

Chédiac S., 2009, « À la maison dans mon HLM... La résidentialisation comme dispositif de rénovation urbaine », *Métropoles*, n°5.

Collectif-Rosa-Bonheur, 2016, « Centralité populaire : un concept pour comprendre pratiques et territorialités des classes populaires d'une ville périphérique », *SociologieS*.
<http://journals.openedition.org/sociologies/5534>.

Comby J.-B., 2015, « A propos de la dépossession écologique des classes populaires », *Savoir/Agir*, n°33, p. 23-30.

Dobré M., 2002, *L'écologie au quotidien : éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, L'Harmattan.

Donzelot J., 2009, *La ville à trois vitesses*, Paris, La Villette.

Dooling S., 2008, « Ecological gentrification : re-negotiating justice in the city », *Critical Planning*, n° 15, p. 40-57.

Goffman E., 1975, *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Editions de Minuit.

Gilbert P., 2018, « Comment la rénovation urbaine transforme les classes populaires ? », *Métropolitiques*.
<https://metropolitiques.eu/Comment-la-renovation-urbaine-transforme-les-classes-populaires.html>

Grignon C., Passeron J.-C., 1989, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil.

Hache E., 2007, « La responsabilité, une technique de gouvernementalité néolibérale ? », *Raisons politiques*, vol. 28, n°4, p. 49-65.

Hamman P., 2018, « Habiter la « ville durable » en logement social ? Une analyse sociologique de la transition énergétique à l'échelle locale », *Pollution atmosphérique*, n° 237-238.

Hogart R., 1980, *La culture du pauvre*, Paris, Les Editions de Minuit.

Harvey D., 2010, *Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique*, Paris, Syllepse.

Martinez Alier J., 2014, *L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde*, Paris, Les Petits matins/Institut Veblen.

Merklen D., 2009, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute.

Pattaroni L., 2011, « Le nouvel esprit de la ville. Les luttes urbaines sont-elles recyclables dans le « développement urbain durable » ? », *Mouvements*, n° 65, p. 43-56.

Pinson G., 2020, *La ville néolibérale*, Paris, PUF.

Poupeau F., Tissot S., 2005, « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 159, p. 4-9.

Reigner H., 2015, « Une gouvernementalisation néohygiéniste et néolibérale des conduites », in J. Boissonade (dir.), *op.cit.*, p. 171-195.

Renaud A., Sémécurbe F., 2016, « Les habitants des quartiers de la politique de la ville. La pauvreté côtoie d'autres fragilités », *INSEE Première*, n°1593.

Retière J.-N., 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol. 63, n°3, p. 121-143.

Siblot Y., Cartier M., Coutant I., Mascret O., Renahy N., 2015, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin.

Theys J., 2007, « Pourquoi les préoccupations sociales et environnementales s'ignorent-elles mutuellement ? Un essai d'interprétation à partir du thème des inégalités écologiques », in T. Bauler, P. Cornut et E. Zaccai (dir.), *Environnement et inégalités sociales*, Editions de l'Université de Bruxelles, p. 23-35.

Valegeas F., 2016, « Les quartiers durables français à l'épreuve de la mixité sociale : de la diversité de l'habitat aux normes d'habiter écologiques », *Lien social et Politiques*, Anjou, Québec, Editions Saint-Martin ; Rennes, Presses de l'EHESP.